

## L'ISLAM POLITIQUE DANS LE MONDE ARABE DEPUIS 2011 : FRACTURES, ÉVOLUTIONS ET DILEMMES

ARTICLE

**Stéphane Lacroix\***

La situation de l'islam politique dans le monde arabe a connu, au cours des années passées, des revirements rapides et sans précédent. Parce qu'ils représentaient la principale force d'opposition aux régimes arabes avant les révolutions de 2011, les islamistes ont, sans surprise, après les soulèvements, accédé au pouvoir par les urnes dans plusieurs pays, en tête desquels l'Égypte et la Tunisie. Très vite, pourtant, ils ont dû faire face à un violent retour de bâton. Renversés puis massacrés en Égypte, à l'été 2013, les Frères musulmans ont vu se constituer contre eux un axe régional bien décidé à les éradiquer. Le djihadisme a alors pris le relais avec la fulgurante montée en puissance, en 2014, de l'organisation « État Islamique » – elle-même défaite militairement, en 2017. Que reste-t-il, dès lors, de l'islam politique dans le monde arabe ? Et quelles perspectives pour ces acteurs qui apparaissaient jusqu'il y a peu comme la principale alternative politique de la région ?

Le terme « islam politique » désigne, dans son acception large, un courant actif dans les champs politiques du monde arabe depuis près d'un siècle. Il faudrait, pour être précis, distinguer trois principaux courants. Il y a d'abord les Frères musulmans, fondés en 1928 en Égypte, et leurs émules, comme le parti Ennahdha en Tunisie. Pour ces mouvements, l'objectif est d'établir un système politique basé sur les lois de l'islam, la charia – ce que Hasan al-Banna, fondateur de la confrérie, désignait sous le vocable de « État islamique » et que les mouvements fréristes des années 2000 appelaient plus volontiers un « État civil à référence islamique », reconnaissant dans une large mesure le cadre démocratique. Ce n'est pas, donc, tant la religion, qu'ils acceptent comme un donné identitaire, que le politique que les Frères cherchent à réformer. Un second courant est constitué de ceux que l'on appelle les salafistes. L'action de ces derniers est tout entière tournée vers la purification de l'islam de ce qu'ils considèrent comme des « innovations blâmables ». Leur méthode pour y parvenir est la prédication, dans les mosquées ou sur les chaînes religieuses, qui se sont multipliées depuis les années 2000. Le politique, dans cette configuration, est très secondaire, et la plupart des salafistes s'abstiennent de toute critique des régimes en place. Pour les salafistes, c'est donc la réforme religieuse, par le bas, qui importe avant tout – la réforme politique ne pouvant que découler de la première, dans un futur indéfini. Le troisième courant est le courant dit djihadiste qui, comme les Frères, cherche à établir l'État islamique, mais qui, à la différence de ces derniers, considère la violence comme un moyen légitime pour y parvenir, et rejette tout cadre démocratique.

Les Frères musulmans et leurs émules sont apparus d'emblée comme les bénéficiaires naturels des révolutions de 2011. Rompus à la politique et très organisés sur le terrain, ils ont remporté les élections en Égypte et en Tunisie, et ils se sont imposés comme une force incontournable dans les instances révolutionnaires en Syrie, en Libye et au Yémen. Les djihadistes apparaissent, eux, dans un premier temps affaiblis par ces révolutions qui offraient la preuve que le changement pouvait advenir par la rue, sans le soutien des armes. L'assassinat du leader d'al-Qaïda, Oussama Ben Laden, par les forces spéciales américaines en mai 2011 fut même un temps perçu comme sonnait le glas du djihadisme. Quant aux salafistes, ils ont, certes, pris le train du changement en marche, mais ils sont malgré tout parvenus à des résultats surprenants : en Égypte où, ayant décidé, contre toute attente, de fonder un parti politique, ils sont devenus, en 2011, la deuxième force politique au parlement ; mais aussi en Syrie ou en Libye où, fondant leurs propres milices et jouant de leur intransigeance religieuse pour se poser en porteurs d'ordre, ils ont vu leur assise grandir.

Deux ans après des révolutions qui semblaient confirmer leur hégémonie politique, l'année 2013 a été une *annus horribilis* pour les Frères. Le président Mohammed Morsi, élu en juin 2012 avec une faible majorité, a dû faire face à une coalition d'ennemis rassemblant la totalité du camp non islamiste allié aux appareils d'État, notamment l'armée. C'est cette dernière qui obtiendra sa tête, le 3 juillet 2013, avec le soutien d'une rue exaspérée par la gestion hasardeuse du président. Un régime militaire dirigé par le général Abdel Fattah al-Sissi, dont la justification est la lutte tous azimuts contre les islamistes, s'installe alors au Caire. Ce coup d'État doit aussi au soutien que l'armée égyptienne a reçu de deux pays du Golfe résolument opposé depuis 2011 aux révolutions arabes : les Émirats Arabes Unis et l'Arabie Saoudite.

Cet axe contre-révolutionnaire est aussi un axe anti-islamiste, les Émirats et l'Arabie liant explicitement les deux problématiques. En 2014, ces deux pays ont, d'ailleurs classé les Frères musulmans dans leur liste d'organisations terroristes. Avec le ralliement de l'Égypte, cet axe se renforce et exerce une pression grandissante sur les pays où des partis islamistes sont aux commandes ou influents. La pression s'accroît notamment sur le parti Ennahdha qui, à la fin 2013, accepte l'adoption d'une constitution séculière, faisant taire les voix qui en son sein appelaient à l'application de la charia. En 2016, Ennahdha ira jusqu'à annoncer qu'il n'est plus un parti islamiste et proclamera la séparation fonctionnelle des activités politiques et religieuses en son sein. En Libye, l'axe contre-révolutionnaire se range aux côtés du général Khalifa Haftar, homme fort de l'est libyen, qui a fait de l'anti-islamisme son credo politique. Avec le soutien militaire et financier de ses parrains régionaux, celui-ci lancera plusieurs offensives – jusqu'ici infructueuses – sur l'ouest libyen, où siège un Gouvernement d'Entente Nationale offrant une représentation aux Frères musulmans.

C'est cet affaiblissement du camp frériste qui explique en partie la résurgence, à partir de 2013, du courant djihadiste. Pour les djihadistes, l'affaire est entendue : les Frères ont voulu jouer le jeu de la démocratie, et ils ne pouvaient que perdre. Le changement, proclament al-Qaïda et son concurrent, l'organisation « État Islamique », ne peut advenir que par les armes. Certains des déçus de l'islam politique comme des révolutions arabes se tournent alors vers ces organisations. Profitant du chaos qui prévaut dans le nord de l'Irak et en Syrie, dans un contexte

de professionnalisation massive du conflit opposant les forces de la révolution syrienne à Bashar al-Asad, l'organisation « État islamique » parvient à se tailler un territoire grand comme la Grande-Bretagne, et proclame, en 2014, la « restauration du califat ». Une coalition internationale menée par les États-Unis finira en 2017 par avoir raison de ce projet.

Il règne, depuis, l'illusion que la région est en passe de voir s'imposer un nouvel ordre autoritaire sous la houlette de l'axe émirato-saoudo-égyptien, fermant définitivement la parenthèse des printemps arabes. Ce scénario n'a pourtant cessé de subir des revers : en Libye, Haftar ne parvient pas à l'emporter ; et en Syrie, Bashar al-Asad – qui s'est réconcilié avec ses ennemis saoudiens et émiriens d'hier – échoue à reprendre le contrôle de son territoire. Au Yémen, où Saoudiens et Émiriens sont intervenus, en 2015, pour restaurer l'ordre autoritaire, cette fois contre une milice proche de l'Iran, les Houthis – mais tout en essayant en parallèle de réduire l'influence de la branche locale des Frères musulmans, al-Islah, dans le processus politique – l'Arabie Saoudite est désormais embourbée dans un conflit qu'elle ne semble pas pouvoir gagner et dont elle peine à s'extirper.

Les islamistes semblent, certes, relativement absents de ce nouveau moment de reconfiguration régionale. L'organisation « État islamique » a perdu son territoire et al-Qaida en Syrie est cantonnée au réduit d'Idlib. Quant aux Frères musulmans, ils traversent peut-être la crise la plus grave de leur histoire. Poursuivis en Égypte, combattus par Haftar en Libye, désignés à la vindicte par l'axe saoudo-émirien qui les ostracise au Yémen, ils peinent à peser dans des processus politiques de plus en plus confisqués par des régimes néo-autoritaires rétifs à toute concession. Même Ennahdha, qui reste le premier parti de Tunisie malgré une chute de popularité notable, a dû rompre tout lien avec eux pour survivre aux pressions. Les Frères continuent pourtant de jouir de deux alliés de poids : la Turquie et le Qatar, qui ont donné refuge à une partie de leurs cadres exilés. Ces deux pays n'entendent, cependant, pas substituer l'agenda des Frères à leur agenda propre : au Qatar, les Frères sont tenus de faire profil bas, et en Turquie ils doivent s'aligner sur l'agenda fondamentalement nationaliste du président Erdogan. En somme, ils subsistent, mais sans réelle possibilité d'influence.

Il est néanmoins bien trop tôt pour proclamer la mort de l'islam politique. Les salafistes ont largement su s'accommoder des revirements de ces dernières années et demeurent une force sociale de premier plan en Égypte comme en Libye. Quant aux Frères et aux djihadistes, ils demeurent – comme c'est le cas depuis les années 1970 – la seule opposition organisée aux régimes autoritaires arabes. Si les islamistes semblent aujourd'hui faibles, c'est donc surtout... parce que le retour en force de l'autoritarisme à travers la région a réduit à la portion congrue l'espace laissé à toutes les oppositions. Les organisations qui avaient dominé la scène islamiste des dernières décennies – à commencer par les Frères – sont, certes, en crise, et pourraient céder le pas à d'autres. Mais l'islam demeure un référent politique incontournable pour les scènes politiques du monde arabe. D'autant que les conditions objectives qui avaient engendré l'islam politique et permis sa prise de pouvoir n'ont pas changé – et ont même, par trop d'aspects, empiré. L'histoire de l'islam politique depuis un siècle a évolué par cycles. Reste donc à savoir si le moment actuel n'est que la phase descendante du dernier de ces cycles, prête à céder le pas à une nouvelle ascendante.